

2° wanneer de energieproducent voor een partij biomassa niet kan aantonen dat voldaan is aan het broeikasgasemissiereductiecriterium omdat het broeikasgasemissiereductiepercentage lager is dan de normen bedoeld in artikel 11 van het besluit van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriterium, geeft de elektriciteit opgewekt uit deze biomassa geen recht op de toekenning van groene certificaten;

3° wanneer de energieproducent niet kan aantonen dat voldaan is aan het broeikasgasemissiereductiecriterium omdat zijn certificering ingetrokken, beëindigd, geschorst of verlopen is, ontvangt hij geen groene certificaten voor de elektriciteit die wordt opgewekt tussen de datum vanaf wanneer hij niet langer over een geldige certificering beschikt en het tijdstip waarop de naleving van het broeikasgasemissiereductiecriterium opnieuw kan worden aangetoond overeenkomstig artikel 16 van het besluit van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria van de biomassa voor de productie van energie en de broeikasgasemissiereductiecriterium en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.”.

Art. 11. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 juni 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

P. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44867]

**29 JUIN 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14 et 29, modifiés en dernier lieu par le décret du 21 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 février 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2023 ;

Vu le rapport du 23 février 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 23 mars 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 12 avril 2023 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 12 avril 2023 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Energie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 3°, les mots « des rapports générés » sont remplacés par les mots « un rapport généré » ;

2° au 6°, les mots « chaque bouquet forme un tout indivisible ; » sont abrogés ;

3° le 10° est abrogé.

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « association de copropriétaires » sont insérés entre les mots « droit réel » et « ou locataire d'un logement » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé ;

3° un paragraphe 3 rédigé comme suit complète l'article : « § 3. L'audit peut comporter un module « santé et confort des habitants » visé à l'article 5, § 2. ».

Art. 3. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, le 3° est remplacé comme suit : « 3° d'analyser les aspects liés à la sécurité, l'étanchéité, la stabilité et la performance énergétique du logement ou du logement en devenir, d'en déterminer les améliorations et de quantifier les gains énergétiques potentielles » ;

2° au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « aux bouquets de travaux » sont remplacés par les mots « à la liste des recommandations » ;

3° au paragraphe 2, 2°, les mots « les bouquets de travaux établis au paragraphe » sont remplacés par les mots « les travaux recommandés conformément au paragraphe » ;

4° le paragraphe 3 est abrogé ;

5° au paragraphe 5, les mots « paragraphes 1^{er} à 3 » sont remplacés par les mots « paragraphes 1^{er} et 2 ».

Art. 4. Dans l'article 14 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « dans la cadre » sont corrigés par les mots « dans le cadre » ;
- 2° les mots « et de suivi » sont abrogés.

Art. 5. Dans le chapitre II du même arrêté, le titre « Section 6 – Des rapports » est remplacé par le titre « Section 6. Du rapport ».

Art. 6. Dans l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, 7°, les mots « manuscrite ou » sont abrogés ;
- 2° le paragraphe 4 est abrogé ;
- 3° au paragraphe 5, les mots « des rapports » sont chaque fois remplacés par les mots « du rapport ».

Art. 7. À l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un 2^{ème} alinéa rédigé comme suit : « Les ministres peuvent modifier les conditions d'accès à l'agrément d'auditeur. » ;

2° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Peuvent aussi être agréés, les certificateurs PEB d'unité résidentielle visés aux articles 42 et suivants du décret PEB et aux articles 57 et suivants de l'arrêté PEB qui répondent à l'ensemble des conditions suivantes :

- 1° être agréés depuis au moins deux ans ;
- 2° avoir réalisé au minimum dix certificats ;
- 3° ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de suspension ou de retrait d'agrément visée au chapitre 5 du décret PEB ;
- 4° avoir suivi l'ensemble de la formation et réussi les épreuves décrites aux articles 22 et 24 du présent arrêté. ».

Art. 8. Dans l'article 23 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, 1°, d), les mots « des modules "santé et confort des habitants", "suivi des travaux", » sont remplacés par les mots « du module "santé et confort des habitants", » ;

2° à l'alinéa 2, les mots « six jours » sont remplacés par les mots « sept jours ».

Art. 9. À l'article 24, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} du même arrêté les mots « par une note supérieure ou égale à dix sur vingt dans chacune des épreuves écrites et orales » sont abrogés ;

2° à l'alinéa 1^{er} du même arrêté les mots « douze sur vingt » sont remplacés par les mots « 12,00/20 » ;

3° à l'alinéa 3 du même arrêté, les mots « des rapports » sont remplacés par les mots « du rapport ».

Art. 10. À l'article 29 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, l'alinéa 4 est abrogé ;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, les mots « trente jours » sont remplacés par les mots « nonante jours » ;

3° dans le paragraphe 4, les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

Art. 11. L'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2°, a), les mots « et avoir réalisé cinq audits durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre » sont abrogés ;

2° au 2°, b), les mots « et avoir réalisé cinq certificats durant les deux années qui précèdent la désignation comme formateur par le centre » sont abrogés ;

3° l'article est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° ne pas être agréé auditeur logement, personne morale, conformément à l'article 16, § 3. ».

Art. 12. A l'article 36 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots « des rapports qu'il a l'obligation de conserver durant huit ans à dater de l'enregistrement desdits rapports » sont remplacés par les mots « du rapport qu'il a l'obligation de conserver durant huit ans à dater de l'enregistrement dudit rapport » ;

2° dans le paragraphe 2, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 13. À l'article 40, alinéa 4, du même arrêté, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 14. À l'article 43, alinéa 4, du même arrêté, les mots « soixante jours » sont remplacés par les mots « nonante jours ».

Art. 15. Pour les audits dont l'enregistrement date de maximum trois mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'administration, la Société wallonne du Crédit social et le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie peuvent solliciter l'agrément en tant qu'auditeur aux fins de réalisation du rapport de suivi des travaux permettant de :

1° vérifier le respect de la hiérarchie des bouquets de travaux établie par le module de base ;

2° valider les caractéristiques des travaux réalisés par rapport à ceux établis dans les bouquets de travaux visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, et d'en quantifier les gains énergétiques lorsque ces travaux sont réalisés en vertu de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° ;

3° rectifier de manière minimale, les caractéristiques techniques des éléments recommandés dans le module de base et ensuite valider les caractéristiques des travaux réalisés par rapport à ceux établis dans les bouquets de travaux visés à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, et d'en quantifier les gains énergétiques lorsque ces travaux sont réalisés en vertu de l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° ;

4° synthétiser la comparaison des résultats des analyses visées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° et 3°.

Cet agrément est octroyé, sur demande, par les ministres compétents en matière de logement et d'énergie.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le présent arrêté ne s'applique pas aux rapports d'audit enregistrés jusque 3 mois après l'entrée en vigueur pour lesquels le demandeur sollicite l'application de l'article 20, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2023 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant le régime de prime instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi de travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Les articles 1^{er}, 2, 2°, 3°, 3, 4, 2°, 5, 6, 2° et 3°, 8, 1°, 9, 10, 1° et 3°, 12 et 15 ainsi que l'alinéa 2 du présent article cessent d'être en vigueur le 1^{er} juillet 2026.

Art. 17. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions et le Ministre qui a le logement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 juin 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/44867]

**29. JUNI 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14 und 29, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 21. Dezember 2022;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung;

Aufgrund der am 7. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 23. Februar 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 23. März 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund des am 12. April 2023 abgegebenen Gutachtens des Pools "Wohnungswesen";

In Erwägung der am 12. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie und des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließen:

Artikel 1 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 3 wird die Wortfolge "in Berichten, die von der Software erzeugt werden" durch die Wortfolge "in einem Bericht, der von der Software erzeugt wird" ersetzt;

2° in Ziffer 6 wird die Wortfolge "jedes Paket bildet ein unteilbares Ganzes;" aufgehoben;

3° Ziffer 10 wird aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 erhält folgenden Wortlaut "Jeder Inhaber eines dinglichen Rechts, jede Miteigentümergeinschaft oder jeder Mieter einer Wohnung oder einer geplanten Wohnung kann die Durchführung eines Audits beantragen.";

2° Paragraph 3 wird aufgehoben;

3° Ein Paragraph 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt den Artikel: "§ 3 Das Audit kann ein Modul "Gesundheit und Komfort der Bewohner" nach Artikel 5 § 2 umfassen.".

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Paragraph 1 wird Ziffer 3 wie folgt ersetzt: "3° die Sicherheits-, Dichtigkeits-, Stabilitäts- und Energieeffizienz- Aspekte der Wohnung oder der zukünftigen Wohnung zu analysieren, Verbesserungen zu bestimmen und die potenziellen Energiegewinne zu ermitteln";

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird die Wortfolge "auf die Pakete von Arbeiten" durch die Wortfolge "auf die Liste von Empfehlungen" ersetzt;

3° in Paragraph 2 Ziffer 2 wird die Wortfolge "mit den in § 1 Absatz 1 Ziffer 5° bestimmten Paketen von Arbeiten" durch die Wortfolge "mit den gemäß § 1 Absatz 1 Ziffer empfohlenen Arbeiten" ersetzt;

4° Paragraph 3 wird aufgehoben;

5° in Paragraph 5 wird die Wortfolge "Paragraphen 1 bis 3" durch die Wortfolge "Paragraphen 1 und 2" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 14 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in der französischen Fassung wird die Wortfolge "dans la cadre" durch die Wortfolge "dans le cadre" ersetzt;

2° die Wortfolge "Audit- und Überwachungsberichte" wird durch das Wort "Auditberichte" ersetzt.

Art. 5 - In Kapitel II desselben Erlasses wird die Überschrift "Abschnitt 6 - Berichte" durch die Überschrift "Abschnitt 6 - Bericht" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Ziffer 7 wird die Wortfolge "oder handschriftliche Unterschrift" gestrichen;

2° Paragraph 4 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 5 wird die Wortfolge "der Berichte" durch die Wortfolge "des Berichts" und die Wortfolge "den Berichten" durch die Wortfolge "dem Bericht" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Paragraph 1 wird durch einen zweiten Absatz ergänzt, der wie folgt lautet: "Die Minister können die Bedingungen für den Zugang zur Zulassung als Auditor ändern.";

2° Paragraph 4 wird durch das Folgende ersetzt:

« § 4. PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten gemäß Artikel 42 ff. des PEB-Dekrets und Artikel 57 ff. des PEB-Erlasses können ebenfalls zugelassen werden, wenn sie alle folgenden Bedingungen erfüllen:

1° seit mindestens zwei Jahren zugelassen sein;

2° mindestens zehn Ausweise ausgestellt haben;

3° weniger als drei Jahre vor der Einreichung des Zulassungsantrags nicht Gegenstand eines Beschlusses zur Aussetzung oder zum Entzug der Zulassung gemäß Kapitel 5 des PEB-Dekrets gewesen sein;

4° die gesamte Ausbildung absolviert und die in den Artikeln 22 und 24 des vorliegenden Erlasses beschriebenen Prüfungen bestanden haben.".

Art. 8 - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 Ziffer 1 Buchstabe *d*) wird die Wortfolge "der Module "Gesundheit und Komfort der Bewohner", "Überwachung der Arbeiten", durch die Wortfolge "des Moduls "Gesundheit und Komfort der Bewohner"" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "sechs Tage" durch die Wortfolge "sieben Tage" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 24 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "einen Note von mindestens 10.00/20 in jeder der schriftlichen und mündlichen Prüfung und" gestrichen;

2° in der französischen Fassung von Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "douze sur vingt" durch die Wortfolge "12,00/20" ersetzt;

3° in Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge "der Berichte" durch die Wortfolge "des Berichts" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 29 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3 wird Absatz 4 aufgehoben;

2° in Paragraph 4 Absatz 1 wird die Wortfolge "dreißig Tagen" durch die Wortfolge "neunzig Tagen" ersetzt;

3° in Paragraph 4 werden die Absätze 3 und 4 aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 32 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 2 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge ", und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Audits erstellt haben" gestrichen;

2° in Ziffer 2 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge ", und innerhalb der zwei Jahre vor der Benennung als Ausbilder durch das Zentrum fünf Audits erstellt haben" gestrichen;

3° der Artikel wird um eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° nicht gemäß Artikel 16 § 3 als Wohnungsauditor (juristische Person) zugelassen sein.".

Art. 12 - In Artikel 36 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 2 Absatz 1 wird die Wortfolge "der Berichte, die er acht Jahre lang ab deren Registrierung zu behalten hat," durch die Wortfolge "des Berichts, den er acht Jahre lang ab dem Zeitpunkt der Registrierung dieses Berichts aufbewahren muss" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird Absatz 2 aufgehoben.

Art. 13 - In Artikel 40 Absatz 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "sechzig Tagen" durch die Wortfolge "neunzig Tagen" ersetzt.

Art. 14 - In Artikel 43 Absatz 4 desselben Erlasses wird die Wortfolge "sechzig Tagen" durch die Wortfolge "neunzig Tagen" ersetzt.

Art. 15 - Für Audits, deren Registrierung maximal drei Monate nach Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2023 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung erfolgt, können die Verwaltung, die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und der Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie die Zulassung als Auditor beantragen, um den Bericht über die Überwachung der Arbeiten zu erstellen, der es erlaubt:

1° die Einhaltung der in dem Grundmodul festgelegten Hierarchie der Pakete von Arbeiten zu überprüfen;

2° die Merkmale der durchgeführten Arbeiten hinsichtlich derjenigen, die in den in Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Paketen von Arbeiten bestimmt werden, zu billigen, und deren Energiegewinne zu ermitteln, wenn diese Arbeiten aufgrund von Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 durchgeführt werden;

3° die technischen Daten der im Grundmodul empfohlenen Elemente geringfügig zu korrigieren und anschließend die Merkmale der durchgeführten Arbeiten hinsichtlich derjenigen, die in den in Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 5 erwähnten Paketen von Arbeiten bestimmt werden, zu billigen, und deren Energiegewinne zu ermitteln, wenn diese Arbeiten aufgrund von Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 3 durchgeführt werden;

4° den Vergleich der Ergebnisse der in Artikel 5 Paragraph 1 Absatz 1 Ziffer 2 und 3 erwähnten Analysen zusammenzufassen.

Diese Zulassung wird auf Antrag von den für Wohnungswesen und Energie zuständigen Ministern erteilt.

Art. 16 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juli 2023 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 ist der vorliegende Erlass nicht anwendbar auf die Auditberichte, die bis zu drei Monate nach Inkrafttreten registriert werden und für die der Antragsteller die Anwendung von Artikel 20 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2023 zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung beantragt.

Die Artikel 1, 2, 2° und 3°, 3, 4, 2°, 5, 6, 2° und 3°, 8, 1°, 9, 10, 1° und 3°, 12 und 15 sowie Absatz 2 des vorliegenden Artikels treten am 1. Juli 2026 außer Kraft.

Art. 17 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, werden jeweils in ihrem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Juni 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/44867]

**29 JUNI 2023. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, de artikelen 14 en 29, laatst gewijzigd bij het decreet van 21 december 2022;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 februari 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2023;

Gelet op het rapport van 23 februari 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 23 maart 2023 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 12 april 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 12 april 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie en van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1°, a), worden de woorden "in de rapporten die door de software worden gegenereerd" vervangen door de woorden "in het rapport dat door de software wordt gegenereerd";

2° in 6°, worden de woorden “elk pakket vormt een ondeelbaar geheel;” opgeheven;

3° 10° wordt opgeheven.

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “, vereniging van mede-eigenaren” ingevoegd tussen de woorden “zakelijk recht” en “of huurder van een woning”;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven ;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt: “§ 3. De audit kan een module “gezondheid en comfort van de bewoners” bevatten zoals bedoeld in artikel 5, § 2. ».

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, wordt punt 3° vervangen als volgt: “3° de energieprestatie van de woning of van de woning in wording te analyseren, de verbeteringen ervan vast te stellen en de potentiële energiewinsten te kwantificeren”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “de werkpakketten” vervangen door de woorden “de lijst van aanbevelingen”;

3° in paragraaf 2, 2°, worden de woorden “vastgestelde werkenpakketten” vervangen door de woorden “vastgestelde aanbevolen werkzaamheden”;

4° paragraaf 3 wordt opgeheven ;

5° in paragraaf 5 worden de woorden de woorden “§§ 1 tot 3” vervangen door de woorden “§§ 1 en 2”.

Art. 4. In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie, worden de woorden “dans la cadre” vervangen door de woorden “dans le cadre”;

2° de woorden “de audit- en opvolgingsrapporten” worden vervangen door de woorden “de auditrapporten”.

Art. 5. In hoofdstuk II van hetzelfde besluit, wordt de titel “Afdeling 6 – Rapporten” vervangen door de titel “Afdeling 6. Rapport”.

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, 7°, worden de woorden “handgeschreven of” opgeheven;

2° paragraaf 4 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 5, worden de woorden “de rapporten” telkens vervangen door de woorden “het rapport”.

Art. 7. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt: “De ministers mogen de voorwaarden voor de toegang tot de erkenning als auditeur wijzigen. » ;

2° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 4. Ook EPB-certificeerders voor wooneenheden bedoeld in de artikelen 42 en volgende van het EPB-decreet en de artikelen 57 en volgende van het EPB-besluit die aan alle volgende voorwaarden voldoen, kunnen worden erkend:

1° sinds ten minste twee jaar erkend zijn;

2° ten minste tien attesten hebben voorgelegd;

3° niet minder dan drie jaar vóór de indiening van de erkenningsaanvraag hun erkenning geschorst of ingetrokken hebben gekregen in toepassing van hoofdstuk 5 van het EPB-decreet;

4° alle opleidingen hebben gevolgd en geslaagd zijn voor de proeven beschreven in de artikelen 22 en 24 van dit besluit. ».

Art. 8. In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, 1°, *d*), worden de woorden “van de modules “gezondheid en comfort van de inwoners”, “opvolging van de werken”,” vervangen door de woorden “van de module “gezondheid en comfort van de inwoners”,”;

2° in het tweede lid, worden de woorden “zes dagen” vervangen door de woorden “zeven dagen”.

Art. 9. In artikel 24 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid van hetzelfde besluit worden de woorden “10/20 in elke van de schriftelijke en mondelinge proeven en minstens” opgeheven;

2° in het eerste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “12/20” vervangen door de woorden “12,00/20”;

3° in het derde lid van hetzelfde besluit, worden de woorden “van de rapporten” vervangen door de woorden “van het rapport”.

Art. 10. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, wordt het vierde lid opgeheven;

2° in paragraaf 4, eerste lid, worden de woorden “30 dagen” vervangen door de woorden “90 dagen”;

3° in paragraaf 4, worden het derde lid en het vierde lid opgeheven.

Art. 11. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 2°, *a*), worden de woorden “en vijf audits uitgevoerd hebben in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum” opgeheven;

2° in 2°, *b*), worden de woorden “en vijf certificaten hebben opgesteld in de loop van de twee jaren die voorafgaan aan de aanwijzing als opleider door het centrum” opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt:

“3° niet erkend worden als huisvestingsauditor, rechtspersoon, overeenkomstig artikel 16, § 3. ».

Art. 12. In artikel 36 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, eerste lid, worde, de woorden “de rapporten zijn opgesteld en die hij gedurende acht jaar na de datum van registratie van de rapporten moet bewaren” vervangen door de woorden “het rapport is opgesteld en dat hij gedurende acht jaar na de datum van registratie van het rapport moet bewaren”;

2° in paragraaf 2, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 13. In artikel 4°, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “60 dagen” vervangen door de woorden “90 dagen”.

Art. 14. In artikel 43, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “zestig dagen” vervangen door de woorden “negentig dagen”.

Art. 15. Voor audits geregistreerd ten laatste drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, kunnen de administratie, de “Société wallonne du Crédit social” (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en het “Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie” (Huisvestingsfonds voor Kroostrijke gezinnen van Wallonië) de erkenning als auditor aanvragen met het oog op het opstellen van het opvolgingsrapport van de werkzaamheden dat het mogelijk maakt om:

1° na te gaan of de hiërarchie van de werkpakketten, vastgelegd door de basismodule, wordt nageleefd;

2° de kenmerken van de uitgevoerde werken te valideren ten opzichte van deze bepaald in de werkpakketten bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 5°, en de energiebesparingen te kwantificeren wanneer deze werken worden uitgevoerd krachtens artikel 5, § 1, eerste lid, 3°;

3° de technische kenmerken van de in de basismodule aanbevolen elementen minimaal recht te zetten en vervolgens de kenmerken van de uitgevoerde werken te valideren ten opzichte van deze bepaald in de werkpakketten bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 5°, en de energiebesparingen te kwantificeren wanneer deze werken worden uitgevoerd krachtens artikel 5, § 1, eerste lid, 3°;

4° de vergelijking van de resultaten van de analyses bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 2° en 3° samen te vatten.

Deze erkenning wordt op verzoek verleend door de ministers bevoegd voor huisvesting en energie.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

In afwijking van het eerste lid is dit besluit niet van toepassing op auditverslagen die tot 3 maanden na de inwerkingtreding worden geregistreerd en waarvoor de aanvrager de toepassing vraagt van artikel 20, tweed lid, van het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2023 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning.

De artikelen 1, 2, 2° en 3°, 3, 4, 2°, 5, 6, 2° en 3°, 8, 1°, 9, 10, 1° en 3°, 12 en 15 alsook het tweede lid van dit artikel houden op van kracht te zijn op 1 juli 2026.

Art. 17. De Minister van energie en de Minister van huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 juni 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46134]

6 JUILLET 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l’indemnisation des producteurs laitiers suite à la tuberculose bovine des années 2020 et 2021

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 652/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 fixant des dispositions pour la gestion des dépenses relatives, d’une part, à la chaîne de production des denrées alimentaires, à la santé et au bien-être des animaux et, d’autre part, à la santé et au matériel de reproduction des végétaux, modifiant les directives du Conseil 98/56/CE, 2000/29/CE et 2008/90/CE, les règlements du Parlement européen et du Conseil (CE) n° 178/2002, (CE) n° 882/2004, (CE) n° 396/2005 et (CE) n° 1107/2009 ainsi que la directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les décisions du Conseil 66/399/CEE, 76/894/CEE et 2009/470/CE, l’article 10 ;

Vu le règlement (UE) n° 2022/2472 de la Commission déclarant certaines catégories d’aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne, l’article 26 ;

Vu le Code wallon de l’Agriculture, les articles D.164, alinéa 1^{er}, 6°, et D.255, § 2 ;

Vu l’avis de l’Inspecteur des Finances, donné le 18 décembre 2022 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 30 mars 2023 ;